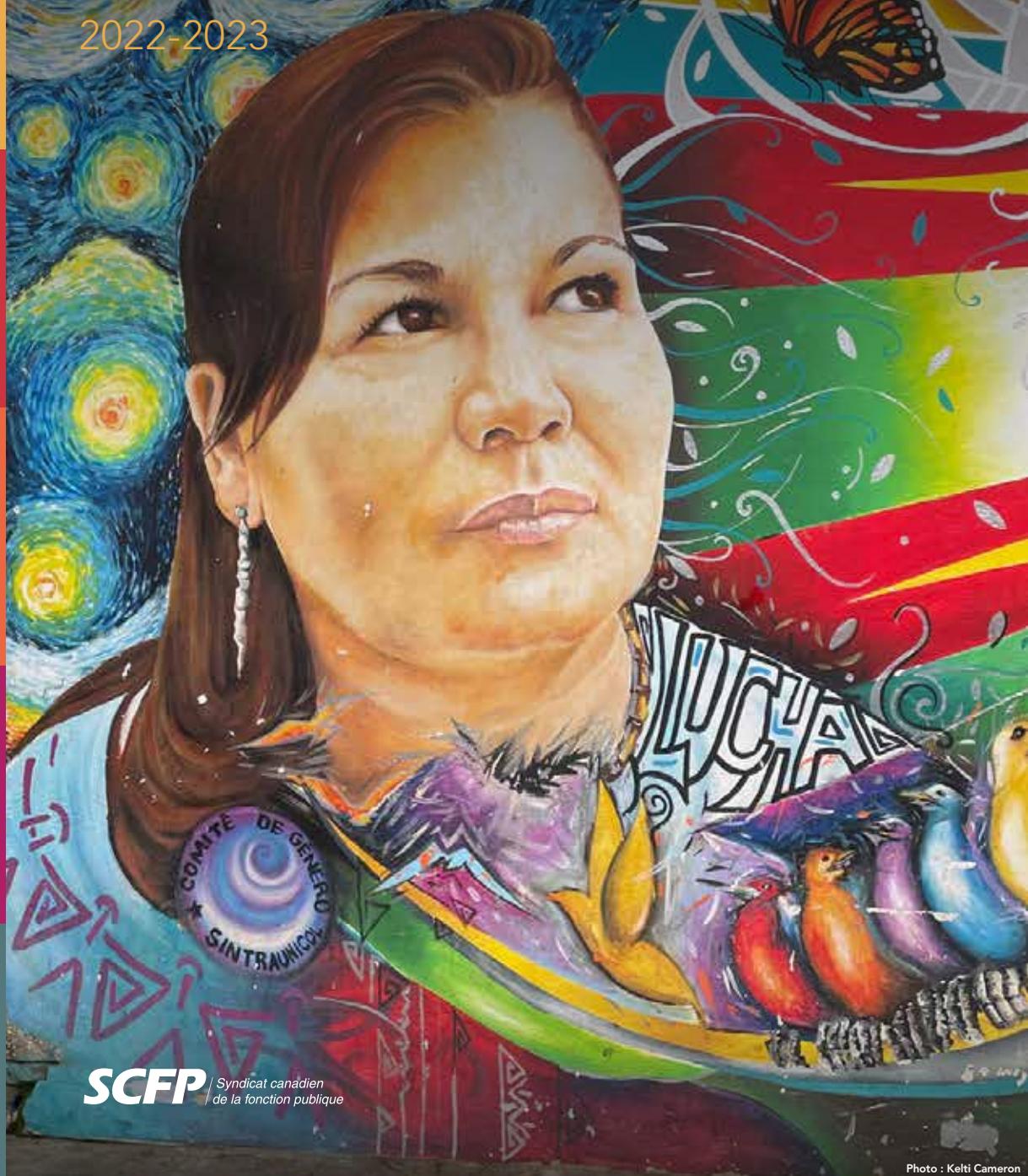


# Rapport sur la solidarité internationale

2022-2023



UNE MURALE CÉLÈBRE LE COMITÉ POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES  
DU SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS  
UNIVERSITAIRES COLOMBIENS, SINTRAUNICOL, À CALI, EN  
COLOMBIE. L'ART URBAIN, LES MURALES ET LES GRAFFITIS SONT  
DE PUISSANTS OUTILS DE COMMUNICATION ET DE RÉSISTANCE  
DANS CE PAYS.

## SOMMAIRE

- 1 Célébrons 60 ans de solidarité internationale
- 2 Le Fonds pour la justice mondiale en action
- 9 La solidarité entre travailleurs et travailleuses
- 15 Le travail avec nos allié(e)s
- 18 Mobilisons-nous pour un monde meilleur
- 19 Membres du Comité national de la justice mondiale  
Partenaires du Fonds pour la justice mondiale du SCFP

Le Rapport sur la solidarité internationale 2022-2023 du SCFP est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boulevard Saint-Laurent, Ottawa, Ontario, K1G 0Z7.

Imprimé par des syndiqué(e)s avec des encres à base d'huile végétale sur du papier recyclé contenant 30 pour cent de déchets de consommation, recyclable et biodégradable, sans chlore élémentaire et certifié par le Forest Stewardship Council.

Rédaction par Kelti Cameron.

Édition par Aline Patcheva, avec l'assistance éditoriale d'Ingrid Sylla, de Sami Slaouti et de Manon Lajoie.

Conception graphique par Jocelyn Renaud.

ISSN 1920-1443

Téléchargez un exemplaire de ce rapport ou lisez-le en ligne au [scfp.ca/solidarite-internationale](https://scfp.ca/solidarite-internationale).

# Célébrons 60 ans de solidarité internationale

À l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire du SCFP, nous souhaitons revenir sur l'importance et l'impact de notre travail en solidarité internationale. Dès le premier jour, notre syndicat a voulu créer des alliances avec les mouvements syndicaux et sociaux d'autres pays.

Lors de notre congrès fondateur, en 1963, les personnes déléguées ont voté pour rejoindre l'Internationale des services publics. L'affiliation à cette fédération mondiale de syndicats du secteur public a uni nos membres à des travailleuses et travailleurs qui luttent contre des régimes militaires ou coloniaux, qui risquent d'être arrêtés parce qu'ils ou elles sont syndicalistes ou parce qu'ils ou elles font la grève pour obtenir un salaire décent et le droit de former un syndicat.

Notre travail à l'international se base sur le renforcement de la solidarité entre travailleurs et travailleuses, parce que nous avons beaucoup de force lorsque nous nous unissons au-delà des frontières. Au fil des ans, les membres du SCFP ont milité pour la paix et contre l'apartheid. De plus, les membres ont soutenu la classe ouvrière et les mouvements sociaux qui luttent pour les droits du travail et qui défendent des services vitaux. Ces luttes se poursuivent encore.

Il y a de la force dans la solidarité, et il y a tellement de choses à changer dans le monde aujourd'hui. Alors que la pandémie semble s'estomper, la flambée du coût de la vie et l'avarice débridée des entreprises aggravent le traumatisme collectif auquel de nombreuses personnes sont confrontées.

L'impact de la guerre et de l'occupation est insupportable pour beaucoup de gens en Ukraine, en Palestine, en Birmanie, au Yémen, en Syrie et au Soudan. Tout comme la guerre, la crise climatique et la pauvreté alimentent les migrations. Des militant(e)s et des communautés qui défendent les services publics, le droit à la terre, la démocratie et la justice doivent se battre pour leur vie et leur liberté.

Ce sont d'énormes défis. Mais nous ne les confrontons pas seuls. Nous sommes profondément inspirés par de récents soulèvements et grèves, notamment en Iran, en France, au Royaume-Uni et en Haïti. C'est avec fierté que nous poursuivons le travail commencé il y a six décennies, en tissant des liens indestructibles avec les mouvements sociaux et les syndicats du monde entier. Et nous consacrerons les 60 prochaines années à bâtir un monde meilleur! Solidarité à tout jamais!



**Mark Hancock,**  
Président national du SCFP



**Candace Rennick,**  
Secrétaire-trésorière  
nationale du SCFP

# Le Fonds pour la justice mondiale en action

Cette année, le SCFP a poursuivi son travail en solidarité avec les travailleuses, les travailleurs et ses allié(e)s des mouvements sociaux de nombreux pays. Nous avons consolidé des partenariats à long terme par l'entremise de notre Fonds pour la justice mondiale. Ce fonds est l'une des façons dont notre syndicat dispose pour soutenir les mouvements mondiaux pour les droits de la personne, la protection des travailleurs et travailleuses, la paix et la justice.

En 2022-2023, le Fonds pour la justice mondiale du SCFP a soutenu des travailleuses, des travailleurs et des allié(e)s communautaires en Birmanie, au Canada, en Colombie, à Cuba, au Guatemala, en Haïti, au Honduras, en Iran, au Nicaragua et aux Philippines.

## **BIRMANIE**

La Birmanie a enduré l'une des plus longues guerres civiles au monde après l'obtention, en 1948, de son indépendance du régime colonial des Britanniques. En 1962, un coup d'État a placé le pays sous un régime militaire qui a perduré plus de 53 ans. Les réformes ont commencé en 2010 et, en 2015, la situation politique et démocratique s'était considérablement améliorée. Hélas, cela a été de courte durée.

En 2021, l'armée a renversé le gouvernement élu sur la base de fausses accusations de fraude électorale. Depuis ce coup d'État, les manifestations nationales, la désobéissance civile et un mouvement de résistance armée alimentent une crise politique en Birmanie.

La junte militaire a ciblé des milliers de militant(e)s, d'étudiant(e)s, de jeunes, de syndicalistes et de membres d'organisations de la société civile. À ce jour, 3509 personnes ont été tuées et 22252 personnes ont été arrêtées, dont 17948 sont toujours détenues.

Le SCFP travaille avec l'Union des femmes tavoyanes, basée dans la ville méridionale de Tavoy (parfois appelée Dawei). Chez nous, le mouvement d'opposition au coup d'État est mené par des organisations de la société civile et des associations étudiantes. Tavoy subit de graves violations des droits de la personne et plus de 4000 personnes déplacées n'ont ni abri, ni nourriture.



L'Union des femmes tavoyanes s'oppose au coup d'État par le biais d'actions non violentes, comme des grèves, l'éducation communautaire et la promotion d'un leadership collectif. De plus, l'union fournit une aide humanitaire aux personnes qui ont été forcées de quitter leur communauté, ainsi que des services sociaux en réponse à la COVID-19.

Ses leaders sont constamment en danger. Au cours de la dernière année, l'union s'est réorganisée afin de pouvoir poursuivre ses travaux. Elle documente les violations généralisées des droits de la personne dans la région, ce qui contribuera à obtenir justice dans toute future transition vers la démocratie.

## CANADA

Cela fait longtemps que les travailleuses et travailleurs migrants luttent pour faire respecter leurs droits au Canada. En 2021, ils ont réalisé une percée lorsque le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté a reçu le mandat de créer un programme de régularisation des sans-papiers. Une motion parlementaire unanime s'en est suivie pour soutenir un plan visant à fournir aux sans-papiers l'accès à la résidence permanente.

Le SCFP appuie cette campagne par le biais d'un projet du Fonds pour la justice mondiale avec Migrante Canada. Ce projet réunit des

PARTICIPANT(E)S À UNE CONSULTATION DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MIGRANTS DE L'OUEST CANADIEN ORGANISÉE PAR MIGRANTE ALBERTA EN AOÛT 2022.

travailleuses et travailleurs sans papiers ni statut pour en savoir plus sur leur vécu, les guider et les soutenir dans leurs efforts d'organisation, et trouver des moyens de partager leurs expériences sans les mettre en danger.

Grâce à des années d'efforts, Migrante Canada a gagné en crédibilité et en confiance auprès des travailleuses et travailleurs étrangers temporaires. De nombreuses personnes sans papiers ni statut approchent l'organisme pour obtenir de l'aide sans crainte d'être dénoncées aux autorités et d'être expulsées.

La régularisation et la résidence permanente sont importantes non seulement pour les personnes migrantes, mais pour tout le monde au Canada. Tout au long de la pandémie de COVID-19, les travailleuses et travailleurs migrants ont pris soin de nos aîné(e)s, ont travaillé dans nos hôpitaux, ont nettoyé nos espaces publics et ont cultivé notre nourriture, bien que ces emplois soient parmi les plus précaires et les plus cruels au Canada. La pandémie a révélé à quel point le travail de la main-d'œuvre migrante est essentiel pour notre société, ainsi que la précarité et la vulnérabilité qui s'y rattachent.



Photo : Jim Hodgson/Réseau Briser le silence Maritimes-Guatemala

La plupart des personnes migrantes arrivent au Canada munies d'un permis temporaire, et non d'une résidence permanente. On leur refuse des droits et des avantages fondamentaux comme les droits du travail, l'accès aux systèmes de santé et d'éducation, et le droit d'adhérer à un syndicat. Dans beaucoup de cas, le permis de travail est rattaché à un seul employeur, ce qui accroît la vulnérabilité de ces gens et limite leur capacité à dénoncer de mauvaises conditions de travail. Accorder la résidence permanente à toutes les personnes migrantes est une première étape essentielle pour que notre pays puisse répondre aux prochaines crises de manière plus juste et équitable.

Le SCFP appuie l'appel à un programme complet qui tient compte du vécu et de l'expertise des personnes migrantes. Il est temps de régulariser tous les sans-papiers, sans exception, et d'assurer la résidence permanente à l'ensemble des travailleuses et travailleurs migrants, en particulier ceux et celles qui occupent des emplois peu rémunérés.

LUIS XEP DU COMITÉ CAMPESINO DES HAUTS PLATEAUX, AU GUATEMALA, TIENS UN DESSIN D'ENFANT REPRÉSENTANT LE CERRO DE GALLO (LE MONT DU COQ), UN ENDROIT IMPORTANT POUR LA COMMUNAUTÉ. CES DESSINS, AINSI QUE LES RÉCITS D'AÎNÉ(E)S, DE SAGES-FEMMES ET DE LEADERS LOCAUX, CONTRIBUENT À RENFORCER LE PLAIDOYER DE LA COMMUNAUTÉ SUR LE DROIT À LA TERRE.

## GUATEMALA

Le Guatemala avait fait beaucoup de progrès dans la lutte contre l'impunité et la corruption depuis la signature des accords de paix de 1996 qui ont mis fin à 36 ans de conflit armé. Cependant, depuis 2016, le crime organisé et l'extrême droite y mènent une puissante contre-offensive qui a pris le contrôle de presque toutes les sphères de l'État. Plusieurs personnes affirment que le pays connaît sa pire période de répression et de corruption depuis la signature des accords.

Aujourd'hui, des dizaines de juges, de procureur(e)s, de personnes enquêteuses et d'autres fonctionnaires qui avaient mené la lutte contre la corruption sont en prison ou en exil.

Les candidat(e)s politiques anticorruption et de gauche qui auraient une chance de remporter leur élection se font disqualifier sur la base de fausses accusations. Les médias qui critiquent les liens du régime avec le crime organisé sont bâillonnés et les publicistes et journalistes sont emprisonnés.

Pour les organisations de la société civile, comme le Comité campesino des hauts plateaux (CCDA), le partenaire du SCFP au Guatemala, il ne reste presque plus de voies de riposte démocratiques ou juridiques. Fondé en 1982, le CCDA défend les droits des communautés agricoles et des travailleuses et travailleurs mayas dans les grandes plantations de café. À la fin de la guerre civile, le Comité a obtenu des terres et des plantations de café pour ses membres. Aujourd'hui, ces installations sont dirigées par d'anciens travailleurs et travailleuses, et leur production de café est transformée dans des usines leur appartenant collectivement à travers l'organisation.

Le Comité utilise les profits de la vente de café pour acheter des terres pour ses membres, et financer des projets de développement communautaire et des bourses d'études. Les revenus soutiennent également des actions de protection de l'environnement et de renforcement de l'économie rurale. Environ 800 communautés sont impliquées au sein du CCDA, dont 73 coopératives qui utilisent des terres récupérées par l'organisme pour ses membres qui ne sont pas propriétaires de terres agricoles. Depuis la fin de la guerre, le Comité plaide pour des politiques favorisant une réforme agraire complète et le développement rural du Guatemala.

Depuis 10 ans, l'expansion de l'agriculture industrielle du palmier africain et de la canne à sucre dans les campagnes envenime les conflits. Les propriétaires de plantations engagent des groupes paramilitaires privés pour chasser les agricultrices et agriculteurs mayas de leurs terres, et pour harceler ou tuer les activistes

communautaires. Les autorités locales sont parfois soudoyées pour « criminaliser » les dirigeant(e)s. Ainsi, six organisatrices et organisateurs du CCDA sont en prison, et d'autres sont en attente de leur procès. Il y a plus d'un millier de mandats d'arrêt contre des membres du CCDA.

Le CCDA était en première ligne du conflit armé qui a duré des décennies. Il a vu ses militant(e)s disparaître, ses villages incendiés et ses gens massacrés. L'organisation n'a aucune envie de revenir à cette époque. C'est pourquoi, s'accrochant à l'espoir d'un État démocratique et de droit, elle cherche le soutien des quelques membres du Congrès encore honnêtes et forme ses communautés à préparer des dossiers pour la petite minotiré de juges non corrompus qui n'ont pas encore été arrêtés.

Le réseau Briser le silence Maritimes-Guatemala, partenaire canadien du SCFP, se concentre sur l'éducation et l'organisation communautaires. Selon le réseau, c'est la meilleure approche pour bâtir une culture de la démocratie à long terme, alors qu'un changement de gouvernement est peu probable et que la démocratie est fortement menacée. Une récente délégation de Briser le silence a rencontré des gens représentant le CCDA, qui ont confirmé publiquement et en privé le besoin critique d'allié(e)s du Canada en cette période extrêmement difficile.

## HONDURAS

Le Honduras vit une période de changement critique, truffée d'opportunités et de défis pour les organisations sociales progressistes. Dans son discours d'investiture, la première femme à la tête du pays, la présidente Xiomara Castro, a exprimé son engagement envers les femmes, les droits de la personne et les droits du travail. Peu de temps après, le gouvernement hondurien a abrogé la « loi sur l'emploi horaire ». Le partenaire du SCFP, le CODEMUH (le Collectif des femmes honduriennes), a joué un rôle essentiel dans le lobbying et le militantisme qui ont mené à cette

victoire. Ainsi, les travailleuses et travailleurs précaires ont désormais un emploi permanent, et plus de gens ont accès à la sécurité sociale et à la protection des droits du travail.

Le CODEMUH se concentre principalement sur la santé et la sécurité au travail des femmes dans les ateliers de misère (*maquilas*) de l'industrie textile au Honduras. D'ailleurs, le collectif forme ces femmes à la défense de la santé et de la sécurité dans les ateliers, en plus d'en faire des militantes. Les travailleuses sont ainsi outillées pour améliorer les conditions de travail et contraindre les gouvernements à respecter le *Code du travail* et les droits du travail dans ce secteur.

L'accent mis par le CODEMUH sur la santé et la sécurité au travail aide à faire progresser les droits des femmes et à prévenir la violence et le harcèlement au travail. Le collectif accompagne les femmes congédiées sans raison, celles qui demandent des accommodements et celles qui

ont besoin de soins médicaux en raison d'un accident ou d'une maladie liés au travail.

En 2022, les entreprises privées ont licencié 20000 salarié(e)s des *maquilas*. Les *maquilas* ont aussi intensifié leurs efforts pour éviter leurs responsabilités juridiques et financières en fermant boutique pour rouvrir sous de nouveaux noms. Le CODEMUH a demandé au ministère du Travail de régler ce problème et plusieurs autres.

Des études récentes du CODEMUH démontrent que 81 % des personnes à l'emploi des *maquilas* sont des migrant(e)s des zones rurales, vulnérables aux catastrophes climatiques et généralement victimes de violence, notamment de violence fondée sur le genre. Ces salarié(e)s font face à des licenciements injustifiés, à la rétrogradation, à des salaires faibles, au non-paiement des prestations, à une mauvaise santé physique et mentale, à de la maltraitance, à des mesures de sécurité et d'hygiène inexistantes, et à de nombreux autres enjeux au travail qui mettent en évidence leur précarité, leur vulnérabilité et leur statut inéquitable dans la société hondurienne.

DES TRAVAILLEUSES QUI ONT PERDU LEUR EMPLOI À LA FERMETURE DE LA MANUFACTURE DE VÊTEMENTS JASPER, AU HONDURAS, RENCONTRENT DES REPRÉSENTANTES DU COLLECTIF DES FEMMES HONDURIENNES, LE CODEMUH, EN NOVEMBRE 2022.





Photo : Hatnim Lee

Les études du CODEMUH démontrent également que les enfants sont à risque de maltraitance, d'exploitation et de problèmes de santé en raison des conditions de vie de leurs tuteurs. La plupart du temps, ce sont des mères monoparentales, contraintes par des impératifs financiers à faire des heures supplémentaires, qui laissent leurs enfants aux soins d'autres personnes. Les enfants des personnes à l'emploi des *maquilas* qui doivent travailler de longues heures, ou qui ont un accident du travail ou une maladie professionnelle, sont également plus susceptibles de s'occuper de leurs proches et d'autres tâches domestiques non rémunérées.

Le CODEMUH a documenté les impacts sur la santé mentale de ces conditions d'exploitation. Selon les informations recueillies, l'anxiété est courante et elle a des symptômes et impacts multiples. Ce bilan émotionnel et physique du travail dans les *maquilas* sur la santé mentale des femmes est une contribution importante à la recherche sur la santé et la sécurité au travail, ainsi qu'à la stratégie d'organisation du CODEMUH.

UNE PERSONNE TIENT UNE PANCARTE OÙ ON LIT «FEMME, VIE, LIBERTÉ», EN SOLIDARITÉ AVEC LES MANIFESTATIONS EN IRAN, LORS D'UN RASSEMBLEMENT EN MARGE DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES À NEW YORK, EN 2023.

## IRAN

En 2022, l'Iran a connu l'une des années les plus déterminantes de son histoire récente, marquée par de grandes manifestations et grèves ouvrières, puis un soulèvement populaire à la suite du meurtre brutal de Jina (Mahsa) Amini.

Le 1<sup>er</sup> mai 2022, Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, le mouvement ouvrier a encouragé l'organisation de journées nationales d'action. Le partenaire du SCFP, le Syndicat des travailleurs et travailleuses de la compagnie d'autobus de Téhéran et sa banlieue, a répondu à cet à l'action. Le gouvernement iranien et ses forces de sécurité et des services de renseignement ont réagi en déclenchant une campagne agressive pour réprimer la croissance du mouvement syndical au pays.

La répression ciblait les leaders du mouvement enseignant et du syndicat des travailleurs et travailleuses d'autobus à coup de raids et d'arrestations. On a arrêté des syndicalistes et dirigeant(e)s syndicaux pour les accuser de crimes contre la sécurité nationale. La télévision nationale a diffusé de fausses allégations et plusieurs leaders ont été placés en isolement et interrogés à répétition, sans droit de visite. Les forces des services de renseignement ont également arrêté de nombreux travailleurs et travailleuses d'autobus qui étaient sortis en grève à Téhéran pour obtenir des augmentations salariales, ainsi que plus de 200 enseignant(e)s syndicalistes.

En septembre 2022, la « police de la moralité » iranienne (aussi appelée la « police des mœurs ») a assassiné brutalement Jina (Mahsa) Amini parce qu'elle ne portait pas adéquatement son voile. Cela a déclenché des soulèvements de masse partout au pays contre la répression perpétuelle des femmes. Pendant des mois, les manifestations ont attiré des centaines de milliers d'étudiant(e)s du secondaire et de l'université, mais aussi des foules composées d'enseignant(e)s, de femmes et de jeunes. Les forces de sécurité auraient tué plus de 500 manifestant(e)s, blessé des milliers d'autres et arrêté 20000 personnes dont plusieurs étudiant(e)s et enseignant(e)s. Plusieurs jeunes manifestant(e)s, pour la plupart des travailleuses et travailleurs issus de la classe ouvrière, ont été condamnés à la peine de mort.

Le soulèvement, animé par le cri de ralliement « femme, vie, liberté », a placé la libération des femmes et l'égalité des genres au premier plan des luttes en Iran. Les organisations syndicales, dont les syndicats d'enseignant(e)s et le syndicat des travailleurs et travailleuses d'autobus de Téhéran, et les organisations d'étudiant(e)s universitaires ont soutenu le mouvement publiquement. Le soulèvement qu'a suscité le meurtre de Jina (Mahsa) Amini a entraîné un changement significatif dans le mouvement

ouvrier iranien, traditionnellement dominé par les hommes en raison de décennies de politiques gouvernementales antiféministes et de culture patriarcale.

## PHILIPPINES

En janvier 2023, l'Organisation internationale du travail (OIT) a envoyé une mission tripartite de haut niveau aux Philippines. Les syndicats et les organisations ouvrières la réclamaient depuis 2019. Les partenaires du SCFP, l'Alliance des enseignants concernés (ACT) et la Confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des employés gouvernementaux (COURAGE), ont participé à cette campagne.

Les missions de l'OIT enquêtent sur les violations des normes internationales et des droits du travail. L'OIT est une agence des Nations Unies qui établit les normes du travail et qui élabore des politiques sur le travail décent pour tout le monde.

Les travailleuses et travailleurs philippins sont confrontés à la violence, à l'exploitation et à l'étiquetage « rouge » ou terroriste depuis des années. L'ACT et COURAGE ont appelé l'OIT à enquêter sur les exécutions extrajudiciaires de

LE 1<sup>ER</sup> MAI 2023, AUX PHILIPPINES, DES MEMBRES DE L'ALLIANCE DES ENSEIGNANTS CONCERNÉS DÉFILENT, PANCARTE À LA MAIN, POUR RÉCLAMER DE MEILLEURS SALAIRES ET CHARGES DE TRAVAIL, ET UNE BAISSE DU COÛT DE LA VIE. LES MEMBRES APPELAIENT AUSSI À LA FIN DE L'ÉTIQUETAGE « ROUGE » ET DES VIOLATIONS DES DROITS DE LA PERSONNE.



Photo : Alliance des enseignants concernés, Philippines

À L'OCCASION D'UNE MISSION DE HAUT NIVEAU, EN JANVIER 2023, DES MEMBRES DE LA CONFÉDÉRATION POUR L'UNITÉ, LA RECONNAISSANCE ET L'AVANCEMENT DES EMPLOYÉS GOUVERNEMENTAUX (COURAGE) DEMANDENT À L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL D'ENQUÊTER SUR LES ATTEINTES AUX DROITS DU TRAVAIL ET AUX DROITS DE LA PERSONNE AUX PHILIPPINES.



syndicalistes et sur d'autres violations de la liberté d'association, un droit protégé par la convention n° 87 de l'OIT.

Les syndicats ont apporté plus de 300 dossiers de violation à la liberté d'association devant les délégué(e)s de la mission. Il s'agit notamment d'exécutions extrajudiciaires de syndicalistes, de disparitions forcées, d'arrestations et de détentions. Les syndicats ont également souligné des cas d'ingérence de l'État dans le droit à la syndicalisation sous la forme de menaces, de harcèlement, d'intimidation, de désaffiliation forcée et d'étiquetage « rouge » ou terroriste. L'ACT a présenté différents dossiers, dont l'enlèvement de sa coordonnatrice régionale, Dyan Gumanao, quelques jours avant l'arrivée de la mission.

Au cours de cette mission, les syndicats ont appelé à l'abolition de la branche anti-insurrectionnelle du gouvernement. Le Groupe de travail national pour mettre fin au conflit

armé communiste local étiquette constamment « en rouge » les travailleuses, les travailleurs et les syndicats pour les empêcher de se mobiliser et de se syndiquer, sous les menaces de répression et d'actes violents.

La mission a rencontré des syndicats, des autorités gouvernementales et des groupes d'employeurs. Son rapport final a validé les affirmations des syndicats concernant le rétrécissement de l'espace démocratique permettant aux travailleuses et travailleurs de se mobiliser. La recommandation finale la plus importante de la mission est un appel à la création d'une commission présidentielle chargée d'enquêter sur les exécutions extrajudiciaires et de garantir la liberté d'association. Les syndicats se sont félicités du soutien de l'OIT à bon nombre de leurs recommandations. Les syndicats et les organisations ouvrières se sont engagés à exiger du gouvernement philippin qu'il rende compte de la mise en œuvre de ces recommandations.

# La solidarité entre travailleurs et travailleuses



Photo : NOMADESC

EN COLOMBIE, LE TRIBUNAL POPULAIRE DE SILOÉ A ENQUÊTÉ SUR LES VIOLENCES ET LES MEURTRES PENDANT LA GRÈVE NATIONALE DE 2021. EN 2023, IL A CONCLU QUE LE GOUVERNEMENT AVAIT PERPÉTRÉ LA PLUPART DES VIOLENCES, CIBLANT LES JEUNES DES COMMUNAUTÉS PAVRES ET VIOLANT LES DROITS DE LA PERSONNE, NOTAMMENT CELUI DE MANIFESTER.

## COLOMBIE

En 2022, le SCFP a réitéré sa solidarité avec les personnes défenseuses des droits du travail et des droits de la personne en Colombie, en se joignant à des leaders du Congrès du travail du Canada, du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, du Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public et de l'Alliance de la Fonction publique du Canada au sein de la Délégation syndicale de première ligne Canada-Colombie.

C'était un moment critique pour épauler les leaders colombiens, après des années d'attaques incessantes contre les syndicalistes et les militant(e)s pour le droit à la terre et les droits de la personne. En 2022, pour la première fois en 214 ans d'histoire, la Colombie a élu un gouvernement progressiste dirigé par le président Gustavo Petro et la vice-présidente Francia Márquez qui est la première femme noire au pouvoir.

Depuis près de 20 ans, les syndicats du secteur public canadien participent à des échanges de solidarité entre travailleurs et travailleuses avec les syndicats, les mouvements sociaux

et les personnes défenseuses des droits de la personne en Colombie. Au cours de ce voyage, la délégation a rencontré NOMADESC et SINTRACUAVALLE, partenaires du SCFP, ainsi que des leaders syndicaux et communautaires à Bogotá, Cali, Buenaventura, Medellín et Villagarzón.

NOMADESC (l'Association pour la recherche et l'action sociale) aide à protéger et à promouvoir les leaders et les militant(e)s pour les droits de la personne provenant de communautés autochtones, d'ascendance africaine, paysannes ou urbaines. L'organisme œuvre dans une région où les conflits armés et la violence sont fréquents. L'Université interculturelle des peuples de NOMADESC forme des leaders pour défendre la vie, la terre et la culture. Elle renforce aussi les plans de prévention de la violence et soutient les victimes de déplacements forcés.

SINTRACUAVALLE est le syndicat des travailleuses et travailleurs du service public d'eau potable ACUAVALLE, qui dessert plus de 700000 foyers dans 36 municipalités de la province de la Valle de Cauca. Le syndicat continue de mener la lutte contre la privatisation de l'eau à travers une campagne intitulée *Syndicats unis pour l'eau publique à gestion sociale*. SINTRACUAVALLE construit des alliances entre le monde ouvrier et la communauté pour lutter en faveur du contrôle communautaire des services publics, ce qui à son tour renforce le mouvement et fait progresser les droits de la personne.

La délégation a visité des communautés rurales, où les activités des multinationales et des paramilitaires sont instigatrices de violence et forcent le déplacement de communautés afro-colombiennes et autochtones. Elle a rencontré les leaders de la grève nationale de 2021 qui a déclenché des mobilisations massives menées par les jeunes protestant contre les politiques régressives de l'État, puis affrontant l'importante vague de violence d'État.

L'Indice des droits mondiaux 2022 de la Confédération syndicale internationale classe à nouveau la Colombie parmi les 10 pays les plus dangereux au monde pour les syndicalistes. Les militant(e)s savent que ces conditions ne changeront pas du jour au lendemain, ou simplement après l'élection d'un nouveau gouvernement. La délégation a partagé l'espoir de plusieurs Colombien(ne)s que le pays puisse commencer à réparer les dommages causés par les sévères politiques de droite. Elle a offert sa solidarité aux travailleuses et travailleurs, aux personnes défenseuses du droit à la terre et des droits de la personne, ainsi qu'aux leaders des mouvements sociaux en quête de justice et de paix.

UNE PERSONNE QUI PARTICIPE À UN ATELIER SUR LA CRÉATION D'ALLIANCES SYNDICALES-COMMUNAUTAIRES POUR PROTÉGER L'EAU PUBLIQUE DANS LA MUNICIPALITÉ DE FLORIDA, EN COLOMBIE, DANS LE CADRE D'UN IMPORTANT PROJET D'ÉDUCATION DIRIGÉ PAR LE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE, SINTRACUAVALLE. EN 2022, 40 ATELIERS ONT REJOINT 400 PERSONNES.



Photo : SINTRACUAVALLE



Photo : SINTRACUAVALLE

ASSEMBLÉE ORGANISÉE PAR SINTRACUAVALLE, À JAMUNDÍ, EN COLOMBIE, EN 2022. DES MEMBRES CANADIENS DE LA DÉLÉGATION SYNDICALE DE PREMIÈRE LIGNE ONT RENCONTRÉ DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ET DES SYNDICATS QUI SE MOBILISENT CONTRE LA PRIVATISATION DE L'EAU POTABLE ET DES EAUX USÉES DANS LA RÉGION DE VALLE DE CAUCA.

## CUBA

En 2022, une délégation du SCFP est revenue de Cuba plus déterminée que jamais à soutenir notre partenaire syndical et le peuple cubain dans leur lutte contre l'embargo économique des États-Unis.

La délégation a été accueillie par le Syndicat national des travailleuses et travailleurs de l'administration publique (SNTAP), partenaire du SCFP, et était organisée en collaboration avec CoDevelopment Canada. Depuis plus de 20 ans, le SCFP et le SNTAP ont trouvé de nombreuses façons de renforcer la solidarité, inspirés par l'esprit de coopération et de solidarité internationales de la révolution cubaine, connu sous le nom d'internationalisme.

La délégation a rencontré des têtes dirigeantes du Syndicat central des travailleurs et travailleuses de Cuba, du SNTAP et du SNTAP-La Havane. Les membres ont visité des lieux de travail du SNTAP à La Havane et un centre de formation soutenu par le SCFP qui porte le nom de la bien-aimée leader révolutionnaire Celia Sánchez.

Le projet du Fonds pour la justice mondiale du SCFP avec le SNTAP-La Havane, qui représente la main-d'œuvre municipale de la ville, aide les syndiqué(e)s à échanger des stratégies et à renforcer la santé et la sécurité au travail. Il leur apporte aussi des fournitures indispensables auxquelles ceux-ci n'ont pas accès en raison de l'embargo.

Le peuple cubain s'est soulevé dans une révolution contre une dictature militaire en 1959. À l'époque, les inégalités entre les riches et les pauvres étaient flagrantes, tout comme la ségrégation raciale qui ciblait la population noire. Lorsque le nouveau gouvernement a nationalisé les raffineries de pétrole appartenant à des intérêts américains, dans le but de bâtir une société plus équitable, les États-Unis ont imposé à Cuba des sanctions économiques qui sont toujours en place.

En novembre 2022, pour la 30<sup>e</sup> année consécutive, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, par une majorité écrasante, une résolution non contraignante d'opposition à l'embargo. Beaucoup pensent que ce dernier constitue une violation des droits du peuple cubain.

La cruauté de l'embargo affecte toutes les facettes de la vie des travailleuses et travailleurs. Parmi les exemples qu'on nous a racontés, mentionnons l'incapacité pour les hôpitaux et les écoles d'obtenir les fournitures nécessaires. Les agricultrices et agriculteurs ne disposent pas de la machinerie nécessaire pour augmenter leur production, et le pays n'a pas accès aux matériaux requis pour progresser technologiquement.

Malgré la pression sur les conditions de travail et les moyens de subsistance, le peuple cubain fait preuve d'une résilience extraordinaire, s'engageant dans ce qu'il appelle une résistance créative pour surmonter l'embargo, qui est le plus long blocus économique de l'histoire. Malgré un



Photo : SCFP

MEMBRES DU SCFP EN COMPAGNIE DE DIRIGEANT(E)S DU SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN 2022, AU CENTRE DE FORMATION SYNDICALE QUI PORTE LE NOM DE LA LEADER RÉVOLUTIONNAIRE BIEN-AIMÉE CELIA SÁNCHEZ, À LA HAVANE, À CUBA. LE FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE DU SCFP A FAIT UN DON DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET D'ÉQUIPEMENT SCOLAIRE.

manque d'approvisionnement, Cuba a créé cinq vaccins contre la COVID-19 offerts ensuite à prix coûtant à de nombreux pays partout dans le monde. L'espérance de vie à Cuba est plus élevée qu'aux États-Unis et le pays a l'un des ratios médecins-patients les plus élevés au monde. L'éducation est gratuite, y compris l'éducation postsecondaire, et le taux d'alphabétisation à Cuba est de 99,8 %.

Le SCFP est retourné à Cuba en mai 2023 avec 1 400 militant(e)s internationaux pour une conférence et pour célébrer la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, le 1<sup>er</sup> mai. Les délégations à Cuba sont un moyen puissant de dissiper les mythes et de remonter le moral, alors que tant d'informations sur ce pays sont filtrées à travers le prisme des médias hostiles et des efforts du gouvernement américain pour briser l'économie et le moral du peuple cubain.

## HAÏTI

En janvier 2023, le SCFP a participé à un rassemblement organisé par les syndicats haïtiens pour demander le respect du droit du peuple haïtien à décider de son propre avenir et pour soutenir ses efforts pour mettre fin à la crise qui s'est emparée du pays.

Le SCFP s'est joint à des syndicats de 10 autres pays pour cette rencontre organisée par la Confédération des travailleurs haïtiens et notre syndicat partenaire, la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé. La rencontre s'est déroulée à la frontière avec la République dominicaine, dans la communauté de Ouanaminthe.

L'attention internationale et médiatique est concentrée sur l'instabilité économique, politique et sociale dans le pays et sur l'éventualité d'une intervention militaire de gouvernements étrangers, dont le Canada. La crise qui frappe Haïti est marquée par la recrudescence de la violence et du pouvoir des gangs, la résurgence du choléra, le manque d'accès aux services sociaux et de santé, les bas salaires, l'insécurité alimentaire et la montée en flèche du coût des denrées rares. Les Haïtien(ne)s migrent vers d'autres pays, notamment les États-Unis et le Canada, à la recherche de sécurité et de stabilité.

Ce qui attire beaucoup moins l'attention, c'est que le peuple haïtien est à la recherche de solutions qui lui seraient propres, notamment à travers des organisations communautaires, confessionnelles et syndicales locales. Le rassemblement mondial de solidarité visait



Photo : Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques

PERSONNES PARTICIPANT À UNE RÉUNION DE SOLIDARITÉ AVEC LES SYNDICATS HAÏTIENS, EN JANVIER 2023.

à faire connaître l'importance de ces efforts locaux et à rallier les appuis.

La rencontre s'est conclue par une déclaration commune énonçant que la crise en Haïti est due à une mauvaise gouvernance, à l'ingérence internationale, à l'absence d'État de droit et de justice sociale, et à un modèle de société dans lequel l'économie profite aux élites.

On y lit aussi que toute solution à la crise en Haïti doit commencer par la reconnaissance de la souveraineté du pays, de l'État et du peuple d'Haïti. C'est au peuple haïtien de choisir ses dirigeant(e)s et sa forme de gouvernement. Dans le contexte actuel, toute intervention armée internationale irait à l'encontre du droit à l'autodétermination des Haïtien(ne)s.

Le SCFP a exhorté la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, et le gouvernement canadien à respecter la démocratie et l'autodétermination haïtiennes en s'abstenant de participer à une intervention militaire. Notre syndicat demeure solidaire avec les travailleuses, les travailleurs et les membres des communautés haïtiennes, alors que ceux-ci projettent un avenir qui répond aux besoins et aux aspirations de l'ensemble de leur peuple.

## MEXIQUE

Le SCFP participe à une coalition de syndicats mexicains et canadiens qui appuient les droits du travail et l'amélioration des conditions de travail au Mexique. Le Projet de solidarité du travail au Mexique reçoit du financement

du gouvernement canadien, et réunit quatre syndicats et organisations de défense des droits des travailleuses et travailleurs au Mexique et cinq syndicats et fédérations du travail du Canada.

Ce projet profite de l'opportunité qu'offrent les récentes réformes du travail au Mexique. Celles-ci sont propices au retour de l'organisation syndicale indépendante et démocratique. Les modifications apportées en 2019 aux lois du travail au Mexique ont fait une grande différence dans l'uniformisation des règles du jeu, alors qu'auparavant on voyait souvent des syndicats propatronat signer des « contrats de protection » avec les entreprises privées.

Il existe encore de nombreux obstacles à un mouvement syndical pleinement démocratique et indépendant. Mentionnons, par exemple, les employeurs farouchement antisyndicaux, l'influence politique considérable des syndicats propatronat, les gouvernements qui entravent la réforme du droit du travail, les limites des nouvelles institutions de justice du travail en matière de capacité et d'expérience, ainsi que le climat de violence et d'insécurité qui rend la syndicalisation très difficile dans certaines régions.

En 2023, des représentant(e)s du Canada ont visité le Mexique et leurs homologues mexicains sont venus au Canada. Le Projet offre l'occasion indispensable de renforcer les alliances entre les mouvements syndicaux canadien et mexicain, surtout maintenant que l'Accord de libre-échange nord-américain

RÉUNION EN MAI 2023 ENTRE DES REPRÉSENTANT(E)S DU SCFP ET DES LEADERS SYNDICAUX DU MEXIQUE EN VISITE AU CANADA POUR FAIRE LE POINT SUR LES RÉFORMES DU TRAVAIL DE 2019 ET LEURS EFFORTS CONTINUS POUR RENFORCER LES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES ET ÉDUQUER LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS MEXICAINS AU SUJET DE LEURS NOUVEAUX DROITS.



Photo : Josh Berson

renégocié, connu sous le nom d'Accord Canada-États-Unis-Mexique, comprend un chapitre sur le travail.

## EFFORTS POUR LIBÉRER LES PRISONNIERS POLITIQUES

Certains gouvernements utilisent la loi et le système carcéral pour réprimer et faire taire les mouvements progressistes et les militant(e)s qui critiquent les politiques et les actions de l'État. Une vague accusation de « terrorisme » sert souvent de prétexte pour détenir des gens en toute impunité. Des membres du SCFP ont personnellement vécu cette répression.

Ayant été détenu à tort pendant près de deux ans en tant que prisonnier politique en Turquie, Cihan Erdal, membre du SCFP 4600, est rentré chez lui en septembre 2022. Cihan Erdal est un jeune militant queer qui complète un doctorat à l'Université Carleton. En septembre 2020, il a été détenu injustement en Turquie sous des accusations infondées, à la suite d'une vague massive d'arrestations de politicien(ne)s, de militant(e)s et d'universitaires. Il a été emprisonné pendant neuf mois, dont une période en isolement, avant d'obtenir une libération conditionnelle en juin 2021. Les conditions de sa libération sous caution l'ont empêché de quitter la Turquie pendant plus d'un an. Et la bataille se poursuit pour la libération de toutes les personnes prisonnières politiques en Turquie.

L'histoire de Hassan Diab, membre du SCFP 4600 et chargé de cours à l'Université Carleton, a connu plusieurs rebondissements depuis sa première arrestation, en 2008, sous des accusations non fondées selon lesquelles il serait responsable d'un attentat à la bombe contre une synagogue française en 1980. Bien qu'un tribunal canadien ait conclu que le dossier contre lui était faible, Hassan Diab a été extradé vers la France où il a passé plus de trois ans en détention

provisoire. Puis, des juges français ont conclu que certains éléments de preuve significatifs l'exonéraient et que d'autres étaient erronés et peu fiables, après quoi il a été libéré et est retourné auprès de sa famille, au Canada. Or, les autorités françaises se sont lancées dans un nouveau procès. En avril 2023, un tribunal a mené un procès in absentia à l'aide des mêmes éléments de preuve erronés, et a reconnu Hassan Diab coupable de l'attentat à la bombe, malgré la preuve documentaire démontrant qu'il n'était pas en France à l'époque. De nombreuses critiques qualifient ce procès de simulacre politiquement motivé et mené contre les règles établies. Des organisations progressistes et des centaines de personnes sont à l'œuvre pour empêcher une nouvelle extradition de Hassan Diab vers la France.



Photo : SCFP



Photo : Justice pour Hassan Diab

LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL DU SCFP CÉLÈBRENT LE RETOUR DE CIHAN ERDAL, MEMBRE DU SCFP 4600 INJUSTEMENT DÉTENU, EN SEPTEMBRE 2022 (EN HAUT). NOTRE SYNDICAT CONTINUE DE RÉCLAMER JUSTICE POUR HASSAN DIAB, MEMBRE DU SCFP 4600, PHOTOGRAPHIÉ AVEC SA FAMILLE À SON RETOUR AU CANADA EN 2018 (EN BAS).

# Le travail avec nos allié(e)s



## LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES

La Commission de la condition de la femme est l'organe intergouvernemental mondial dédié à la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. Chaque année, le SCFP participe à ses réunions en se joignant à la délégation canadienne, dirigée par le Congrès du travail du Canada, et à la délégation mondiale, dirigée par l'Internationale des services publics.

Cette année, la 67<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme avait pour thème « L'innovation et l'évolution technologique, et l'éducation à l'ère du numérique aux fins de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles ». Ce sujet d'actualité, en cette sortie de pandémie, a généré des discussions riches et un partage d'information sur la propriété des données et l'accès à la technologie, ainsi que sur l'impact des technologies numériques et des changements technologiques sur les femmes dans toute leur diversité.

MANIFESTATION À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE  
DES DROITS DES FEMMES PENDANT LA COMMISSION DE LA  
CONDITION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES EN MARS 2023.



Photo : Hatnim Lee

Les syndicats ont sonné l’alarme quant à l’influence des géants technologiques sur les gouvernements nationaux. Ces entreprises facilitent la privatisation et la sous-traitance grâce à des « solutions » technologiques pour les services publics. Les technologies numériques et les changements technologiques mènent à une plus grande déréglementation, tout en précarisant le travail et en le soumettant à une surveillance accrue. L’intelligence artificielle et les algorithmes sont principalement utilisés à des fins lucratives. La surveillance numérique exploite la santé sexuelle et reproductive des femmes à des fins lucratives. Ces pressions portent atteinte aux droits de la personne et aux droits du travail des femmes, en plus de renforcer les stéréotypes racistes ou fondés sur le genre.

Le SCFP a participé à une activité de l’Internationale des services publics appelant à une renaissance numérique qui ferait progresser la justice de genre. Notre syndicat a présenté des moyens pour le mouvement syndical de faire pression en faveur de politiques numériques qui soutiennent l’égalité des genres. La délégation du SCFP a vécu de nombreuses expériences marquantes en rencontrant des femmes du monde entier. En plus d’assister à des forums et

MARIAMA DIALLO, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE DES TRAVAILLEURS DU SÉNÉGAL, PARTICIPE AU LANCEMENT DE SYNDICATS POUR LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE DU SUD (TUED SOUTH) À NAIROBI, AU KENYA, EN OCTOBRE 2022.



ateliers syndicaux, nous avons priorisé les séances qui portaient sur les perspectives et les luttes des peuples autochtones.

Ce rassemblement mondial annuel offre une excellente occasion de mettre les revendications du mouvement syndical de l'avant, d'influencer les politiques mondiales de l'ONU et de consolider nos alliances avec les syndicats mondiaux et les principales organisations de la société civile.

## **SYNDICATS POUR LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE DU SUD**

En octobre 2022, 70 syndicalistes de près de 30 pays se sont réunis à Nairobi, au Kenya, pour fonder un nouveau groupe axé sur les solutions publiques aux changements climatiques. Les Syndicats pour la démocratie énergétique du Sud (TUED South) est une plateforme syndicale qui plaide en faveur d'une approche « voie publique » complète, pilotée par le Sud, pour une transition énergétique juste. Cette approche appelle à la propriété publique de secteurs clés, et particulièrement du secteur de l'énergie, pour décarboner la planète de façon équitable au lieu de dépendre des entreprises privées.

Le SCFP est membre de TUED et a soutenu la création de cette plateforme. L'objectif de TUED South est d'une importance cruciale : s'assurer que ce soit la propriété publique qui guide la transition énergétique, et non les projets de « privatiser pour décarboner » du G7, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et d'institutions similaires. Les pays du Sud savent qu'ils seront les plus touchés par la privatisation forcée, connue sous le nom d'ajustement structurel vert. C'est pourquoi les syndicats doivent mener la charge.

La réunion a rassemblé des représentant(e)s de trois fédérations syndicales mondiales, sept centrales syndicales nationales et deux douzaines de syndicats ayant des membres dans des secteurs comme l'électricité, le pétrole, les mines, l'énergie nucléaire et les transports. Les participant(e)s ont eu des discussions importantes qui s'appuyaient sur leurs analyses et expériences syndicales dans leur pays respectif. Des personnes représentant le Kenya, la Sierra Leone, le Nigéria, le Mozambique, la Zambie, l'Afrique du Sud, la Tunisie, la Namibie, le Sénégal, le Bénin, l'Ouganda, le Togo, la République démocratique du Congo, le Ghana, le Niger, la Tanzanie, le Gabon, les Philippines, la Corée du Sud, l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, Trinité-et-Tobago, la Colombie et le Mexique ont participé à l'événement. Il y avait aussi des syndicats alliés de la France, des États-Unis et du Royaume-Uni.

L'une des priorités de TUED South consiste à préparer une analyse commune des défis et des opportunités pour une transition énergétique juste dans les pays du Sud.

La première réunion après le lancement de TUED South s'est tenue à Johannesburg, en Afrique du Sud, en mai 2023. Les participant(e)s se sont concentrés sur la pauvreté énergétique et l'incapacité à produire suffisamment d'électricité pour répondre aux besoins de base en Afrique subsaharienne, ainsi que sur les projets d'ajustement structurel vert moussés par les partenariats pour une transition énergétique juste en Afrique du Sud, au Sénégal et dans les pays de la région Asie-Pacifique. Ces « partenariats » sont de nouveaux mécanismes de financement qui utilisent la transition énergétique pour favoriser la privatisation.

## **LE CENTRE DE SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU BANGLADESH**

Le 24 avril, des travailleuses et travailleurs du Bangladesh et du monde entier se sont réunis pour souligner le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'effondrement de l'usine de vêtements Rana Plaza, l'une des pires catastrophes industrielles au monde. La tragédie a fait plus de 1 100 morts et des milliers de blessés graves.

Le jour où l'édifice s'est effondré, les gens avaient refusé d'entrer dans l'usine à la vue de fissures dans les murs. On leur a ordonné d'aller travailler pour éviter de coûteux retards de production. Le Rana Plaza a exposé le niveau inimaginable d'exploitation que subissent les travailleuses et travailleurs du textile qui confectionnent des vêtements pour les multinationales les plus rentables au monde.

Après cette tragédie évitable, le SCFP s'est joint à d'autres syndicats canadiens pour soutenir les travailleuses et travailleurs du Bangladesh dans leur lutte pour obtenir des conditions de travail décentes, des protections de santé et de sécurité au travail et le droit de former des syndicats indépendants.

DES REPRÉSENTANT(E)S DU RÉSEAU CANADIEN SUR LA REDDITION DE COMPTE DES ENTREPRISES REMETTENT UNE PÉTITION DE 43000 SIGNATURES AUX DÉPUTÉ(E)S FÉDÉRAUX EN AVRIL 2023. LA PÉTITION RÉCLAME UNE LOI OBLIGEANT LES ENTREPRISES ACTIVES À L'ÉTRANGER À PROTÉGER LES DROITS DE LA PERSONNE ET L'ENVIRONNEMENT.



Photo : RCRCE

Notre syndicat travaille avec le Centre de solidarité avec les travailleuses et travailleurs du Bangladesh. Le programme de sensibilisation du Centre s'attaque à la faiblesse des salaires, aux conditions de travail dangereuses, à la précarité d'emploi, ainsi qu'à l'intimidation et au harcèlement au travail. Le Centre éduque les travailleuses et travailleurs de l'industrie textile au sujet de leurs droits au travail, ce qui soutient les efforts de syndicalisation à long terme. Le Centre s'est associé au mouvement syndical bangladais et international pour créer l'Accord sur la protection contre les incendies et la sécurité des bâtiments au Bangladesh, qui a considérablement augmenté le nombre d'inspections de santé et de sécurité et le nombre de rénovations dans des milliers d'usines.

Le SCFP et d'autres syndicats canadiens font partie de réseaux, comme le Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises, qui demandent aux gouvernements de protéger les travailleuses et travailleurs du textile au Bangladesh et ailleurs dans le monde. Nous revendiquons une législation sur les droits de la personne qui oblige les entreprises canadiennes et celles qui importent des marchandises au Canada à respecter les droits de la personne à toutes les étapes de leurs chaînes d'approvisionnement et à rendre compte de leurs activités. Nous appelons également les marques de vêtements canadiennes à signer l'Accord international sur la santé et la sécurité dans l'industrie du textile et du vêtement. Celui-ci garantit la sécurité au travail et reconnaît le droit à la syndicalisation, au refus d'un travail dangereux et à l'expression de préoccupations en matière de santé et de sécurité au travail.

# Mobilisons-nous pour un monde meilleur



La solidarité internationale est notre outil le plus puissant pour construire un monde meilleur. Et, comme le prouve ce rapport, elle est plus que jamais nécessaire. Qu'il s'agisse de résister aux gouvernements répressifs de droite au Guatemala et aux Philippines ou de se mobiliser pour bâtir sur l'espoir que suscite un nouveau leadership en Colombie et au Honduras, le courage de nos ami(e)s, allié(e)s et camarades alimente notre détermination à poursuivre la lutte pour un monde meilleur.

Nous faisons face à une résurgence de la haine, de l'exploitation et de la peur. D'anciennes et de nouvelles tendances à la violence, au harcèlement, à la criminalisation et à l'emprisonnement donnent naissance à des mouvements pour défier ces forces et y résister. Notre syndicat poursuivra ses efforts avec ses allié(e)s chez nous et dans le monde entier pour faire progresser les droits du travail et les droits de la personne, ainsi que pour remettre en question le pouvoir corporatif croissant et la montée des inégalités.

La solidarité internationale et les échanges entre travailleuses et travailleurs rapprochent les membres du SCFP des gens aux premières lignes de ces luttes vitales. Nous apprenons des leçons importantes et établissons des liens entre les défis vécus chez nous et partout sur la planète.

Nous soutenons avec fierté et solidarité les peuples autochtones, les groupes de femmes, les travailleuses et travailleurs migrants, les jeunes et les syndicats. Partout dans le monde, des personnes s'organisent et résistent de façon profonde et significative face à la répression, et réclament une véritable démocratie et une véritable justice.

Ce sera toujours un privilège de se tenir aux côtés de ces travailleuses, travailleurs et membres de nos communautés dans notre lutte collective pour les droits de la personne et les droits du travail, pour un travail décent, pour des services publics forts, pour le droit à la terre, pour la paix et la justice climatique. Grâce aux liens entre les travailleuses et travailleurs, et par le biais du Fonds pour la justice mondiale du SCFP, nous continuerons de solliciter des appuis à ces mouvements mondiaux.

Si votre section locale souhaite soutenir le Fonds pour la justice mondiale et le travail de notre syndicat en matière de solidarité internationale, rendez-vous à [scfp.ca/solidarite-internationale](https://scfp.ca/solidarite-internationale) ou communiquez avec la conseillère en solidarité internationale Kelti Cameron à [kcameron@scfp.ca](mailto:kcameron@scfp.ca).

## **MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL DE LA JUSTICE MONDIALE**

- Natalie Webber, Terre-Neuve-et-Labrador
- Cheryl Burbidge, Nouvelle-Écosse
- Jennifer LeBlanc, Île-du-Prince-Édouard
- Darlene Hanson, Nouveau-Brunswick
- Miguel Lima, Ontario
- Gord Meneer, Manitoba
- Clayton Gordon, Alberta
- Jas Parmar, Colombie-Britannique
- Louella Vincent, Syndicat des employés d'hôpitaux
- Deanna Fasciani, CoDevelopment Canada
- Charlene Armstrong, Cuso International
- Judy Henley, liaison avec le Conseil exécutif national
- Kelti Cameron, conseillère

## **PARTENAIRES DU FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE DU SCFP**

- SCFP
- SCFP-Colombie-Britannique
- SCFP-Saskatchewan
- SCFP-Ontario
- SCFP-Québec
- SCFP-Île-du-Prince-Édouard
- SCFP-Nouvelle-Écosse
- SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador
- Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)
- Le personnel du SCFP
- SCFP 40 : les travailleuses et travailleurs du conseil scolaire de Calgary, Calgary (Alb.)
- SCFP 382 : Personnel du district scolaire du Grand Victoria, Victoria (C.-B.)
- SCFP 8443 : Personnel du Conseil scolaire de Saskatoon (division n° 13), Saskatoon (Sask.)
- SCFP 4600 : Personnel enseignant à temps partiel de l'Université Carleton, Ottawa (Ont.)
- SCFP 2440 : Personnel de Cuso International, Ottawa (Ont.)
- SCFP 3260 : Personnel d'aide à l'enseignement du Conseil scolaire de l'Île-du-Prince-Édouard, Charlottetown (Î.-P.-É.)
- SCFP 8920 : Travailleuses et travailleurs en soins de courte durée de la Nouvelle-Écosse, Amherst, (N.-É.)
- SCFP 3067 : Personnel du foyer New Dawn Guest Home, Sydney (N.-É.)
- SCFP 1876 : Personnel du foyer Northside Community Guest Home, Sydney (N.-É.)
- SCFP 1779 : Régie de la santé d'East Prince (Î.-P.-É.)
- SCFP 9105 : Conseil régional de l'île de Vancouver (C.-B.)





# JUSTICE MONDIALE SCFP

[scfp.ca/solidarite-internationale](http://scfp.ca/solidarite-internationale)